

MANIFESTE AFRIQUE COP27

Une Afrique résiliente au changement climatique d'ici 2030



6-18 novembre 2022



AGIR MAINTENANT POUR UNE AFRIQUE RÉSILIENTE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ➤

La conférence des Nations unies sur le changement climatique, la COP27, qui se tiendra à Sharm el-Sheikh, en Égypte, du 6 au 18 novembre 2022, ne pouvait pas arriver à un moment plus critique pour l'Afrique.

Le fait que l'Afrique soit l'un des continents les plus vulnérables aux aléas du changement climatique ne fait plus aucun doute. Les recherches indiquent désormais des risques climatiques pour nos sols plus dévastateurs que prévu. Bien qu'elle ne représente qu'environ 4 % des émissions mondiales, l'Afrique est la région la plus vulnérable et la moins capable de se protéger des effets néfastes du changement climatique.

Le réchauffement y étant actuellement estimé à 1,5 fois plus rapide que la moyenne mondiale, la région est également exposée de manière disproportionnée aux risques climatiques, qui s'aggraveront si des engagements ambitieux ne sont pas suivis d'une mise en œuvre urgente.

Les sécheresses sont de plus en plus graves et fréquentes, les régimes climatiques devenant erratiques et imprévisibles, et les terres basses ainsi que les villes sont plus sujettes aux inondations. Le long des côtes, le niveau de la mer s'élève, et les vagues de chaleur et autres événements extrêmes ne cessent de frapper les côtes africaines.

L'augmentation prévue de 2,7°C des températures mondiales sera particulièrement dure pour le continent africain et ses habitants. La modification et la perte d'habitats occasionnées par ce changement climatique frapperont de plein fouet la biodiversité déjà en déclin de la région, les écologistes estimant que les pertes au sein des espèces et entre elles atteindront 30 %. Les moyens de subsistance seront perturbés par de graves sécheresses, des inondations et une élévation du niveau de la mer, qui affecteront non seulement le bétail, les cultures et les

récoltes ou la production de poisson, mais exposeront aussi des millions de personnes à des migrations internes et à des conflits intra et intercommunautaires dus à la concurrence pour les pâturages et l'eau.

Le changement climatique aura également un impact sur la santé publique, en limitant l'accès des populations à l'eau potable pour l'assainissement et l'hygiène et en les exposant aux maladies à transmission vectorielle. Les populations des hauts plateaux, auparavant isolées, commenceront à souffrir du paludisme à mesure que se réchaufferont des zones froides jusqu'alors impropre à la survie des moustiques.

Il est primordial d'obtenir les ressources financières nécessaires pour répondre aux besoins d'adaptation, réduire les émissions de gaz à effet de serre, prendre en compte les pertes et les dommages liés au changement climatique et garantir le financement du climat.

Les États devront également honorer leurs engagements de réduire progressivement les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 et soutenir les capacités de mise en œuvre dans les pays en développement, notamment en Afrique où les capacités institutionnelles restent faibles.

La contribution du continent à la régulation du climat mondial, par exemple par le bassin du Congo en tant que puits de carbone, doit être reconnue et des ressources proportionnelles doivent être allouées à sa protection.



Ce qui devrait être abordé lors de la COP27 comme priorités pour l'Afrique :



Renforcement de l'adaptation au climat

Élaboration d'un cadre permettant d'identifier les lacunes et les besoins de l'Afrique en matière d'adaptation, et d'accélérer l'élaboration et la mise en œuvre d'actions d'adaptation transformatrices à l'échelle.



Mise en place de mécanismes pour les pertes et dommages

Un mécanisme de financement des pertes et dommages devrait être établi dans le cadre du mécanisme financier de la CCNUCC avec un fonds dédié et celui-ci devrait être inclus comme un élément du nouvel objectif quantifié collectif, en plus du financement de l'atténuation et de l'adaptation.



Des engagements financiers tangibles

Les pays développés doivent tenir leur promesse de mobiliser 100 milliards de dollars par an, fixée en 2009 pour l'action climatique en faveur des pays en développement, afin de soutenir à la fois l'adaptation et l'atténuation. Plus encore, des financements seront nécessaires pour faire face à l'urgence climatique au-delà de 2025, date limite pour la réalisation d'un nouvel objectif de financement.



Solutions basées sur la nature (SbN) dans l'atténuation et l'adaptation

Les systèmes de production alimentaire respectueux de la nature, qui fournissent des aliments durables et nutritifs pour tous en s'attaquant dans le même temps aux émissions liées à la production agricole, contribueront également à la réduction des émissions.

Dans toute l'Afrique, des solutions fondées sur la nature restent également inexploitées. Il s'agit notamment de restaurer les écosystèmes dégradés et de conserver efficacement et équitablement 30 % de nos habitats terrestres, d'eaux douces et océaniques afin de renforcer la capacité de la nature à absorber et à stocker le carbone, alors que nous accélérerons les progrès vers le développement durable.



Approche des systèmes alimentaires pour un monde résilient et à 1,5°C

Les systèmes alimentaires devraient être pris en compte dans les discussions de la CCNUCC au-delà du KJWA, comme l'adaptation, le programme de travail sur l'atténuation avant 2030, les CDN et le financement, afin d'accélérer et d'intégrer la mise en œuvre d'actions visant à transformer les systèmes alimentaires.



© Felix Antonio / IWM

© Maurizio Di Pietro / Climate Visuals

Countdown



Transition vers les énergies renouvelables et accès à l'énergie

Environ 600 millions de personnes en Afrique n'ont toujours pas d'accès de base à une énergie abordable, fiable et propre, tandis que plus d'un milliard de personnes dans 54 pays n'ont pas accès aux possibilités de refroidissement, qui sont cruciales pour la sécurité alimentaire, les fournitures médicales, les moyens de subsistance et la prévention des décès liés à la chaleur.

L'Afrique doit également obtenir des ressources pour garantir l'accès et la transition équitable vers les énergies renouvelables en exploitant ses vastes ressources éoliennes, solaires, hydroélectriques et géothermiques. Les parties doivent également réitérer leur engagement à soutenir l'Afrique dans l'élimination progressive des combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz).

Les besoins et les circonstances particulières de l'Afrique

L'Afrique est à la fois la région la plus vulnérable et la moins capable de se protéger des effets néfastes du changement climatique. Les besoins et la situation spécifiques de l'Afrique, dus aux niveaux élevés de pauvreté, de chômage et de sous-développement, devraient être reconnus au niveau mondial. Cela contribuerait à débloquer les flux financiers nécessaires à l'Afrique, qui s'engage dans une transition juste vers un avenir alimenté par l'expansion des énergies renouvelables.

Détails du contact:

Laurent Some, responsable politique et partenariats, Afrique, WWF International. Envoyez un e-mail à lsome@wwfint.org
Prabhat Upadhyaya, analyste principal des politiques, Climat et plastiques. E-mail : pupadhyaya@wwf.org.za
Fonds mondial pour la nature, P.O. Boîte 62440, 00200, Kenya, Nairobi.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur :
<https://africa.panda.org>